

Bibia Pavard, *Si je veux, quand je veux. Contraception et avortement dans la société française (1956-1979)*

Delphine Naudier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/809>

DOI : 10.4000/quaderni.809

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 mai 2014

Pagination : 99-102

Référence électronique

Delphine Naudier, « Bibia Pavard, *Si je veux, quand je veux. Contraception et avortement dans la société française (1956-1979)* », *Quaderni* [En ligne], 84 | Printemps 2014, mis en ligne le 05 mai 2014, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/809> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/quaderni.809>

◆

*Si je veux, quand je veux.
Contraception et avortement
dans la société française (1956-1979)*

Bibia Pavard

Presses universitaires de Rennes, coll. "Archives du féminisme", 2012

◆

par Delphine Naudier

CNRS

Cultures et Sociétés urbaines

CRESPPA Paris 8

L'ouvrage de Bibia Pavard issu de sa thèse est une remarquable contribution à l'histoire des femmes, du féminisme et des mouvements sociaux. L'auteure a entrepris une histoire sociale des luttes sociales et politiques pour la mise en place de lois relatives à la contraception et à l'avortement de 1956 à 1979. Dans ce livre, Bibia Pavard reconstruit et analyse les luttes pour le droit à la contraception et à l'avortement en identifiant trois configurations historiques distinctes. Ces trois moments (La contraception : une nouvelle liberté pour les couples (1955-1967) ; La politique de la chambre à coucher (1969-1973) ; Contraception et avortement : des droits par et pour les femmes (1973-1979)) constituent des configurations distinctes en ce qu'elles sont façonnées par des acteurs et actrices dotés d'expériences sociales partagées (la Résistance, mai 68, le MLF), de modes opératoires propres, de rapports à l'institution médicale, aux statuts sociaux et professionnels distincts mais aussi de techniques anticonceptionnelles dont le raffinement progresse, qui ne sont pas sans incidence sur les manières d'aborder (et constituer en enjeux sociaux et politiques) ces questions relatives au monde du privé et apparentées à l'ordre naturel de l'humanité. En sorte que les statuts sociaux, les pratiques sociales de contestation et l'évolution des méthodes contraceptives ne sont pas sans incidence sur la politisation des questions relatives à la sexualité, de la « politique de salon » aux manifestations de rue pour en faire un problème public. Ces trois moments séquentent les trois parties de l'ouvrage.

Dans un premier temps, l'auteure s'emploie à montrer comment émerge la question du contrôle des naissances comme problème public. À partir de

1955, Marie-Andrée Lagroua-Weill-Hallé contribue à forger une expertise médicale et scientifique légitimée par son association avec le réseau international du *Birth control* et à la mise en place locale, en France, de centres du planning familial. Ralliant l'appui des hommes, il convient dans ce contexte de moraliser le contrôle des naissances en soutenant les techniques anticonceptionnelles au détriment des avortements clandestins dont il est démontré qu'ils touchent toutes les catégories sociales. Défendant une ligne familialiste, cette première forme de politisation érige l'argument médical et scientifique en valeur cardinale. En cela, Bibia Pavard montre comment, au cours de cette période, la mise à l'agenda politique du projet de loi sur la légalisation de la contraception porté par Lucien Neuwirth s'appuie sur une technicisation du débat relatif à la libéralisation de la contraception. La légitimation techniciste est aux mains des hommes législateurs et la focalisation sur la pilule accorde une place cruciale aux médecins et pharmaciens en éludant certains clivages moraux.

Dans un deuxième temps, s'ouvre la période des experts en sexologie qui soutiennent une nouvelle morale conjugale où la sexualité est accordée au sentiment amoureux dont la manifestation s'incarne dans l'enquête scientifique d'envergure sur le « comportement sexuel des Français » animée par Pierre Simon. Les hiatus apparaissent alors dans les décalages entre conceptions morales et pratiques de la sexualité, arsenal législatif (loi de 1967) et sa non application (décret de loi non promulgué avant 1972) avec pour toile de fond le retour progressif de débats concernant la loi de 1920 interdisant l'avortement. La création de l'Association nationale pour l'étude de l'avortement (ANEA) contribue à légitimer, en la médicalisant, la question de l'avortement thérapeutique et à imposer sa mise à l'agenda parlementaire.

Dans le champ des luttes sociales, le mouvement de libération des femmes éclot en 1970 contribuant à faire glisser les questions relatives à la sexualité dans les rangs féministes. La question de la maîtrise de la natalité et de la sexualité est un enjeu qui divise les médecins et les militantes qui tentent de conquérir leurs droits en remettant en cause le système patriarcal. En sorte qu'un combat se livre entre les médecins, majoritairement hommes institués en experts, et les profanes, les femmes, qui soutenues par d'autres médecins (GIS) politisent la question du corps et du privé et revendiquent publiquement l'avortement libre et gratuit. Cette revendication est incluse dans l'entreprise du mouvement de libération des femmes. Avec cette volonté de s'emparer de

ces questions, les répertoires d'action sont modifiés en *genrant* la lutte pour le droit à l'avortement, et en la constituant en enjeu politique féministe. C'est le temps des procès, manifestes et films médiatiques et de l'organisation concrète de pratiques militantes des avortements. Cette période intitulée par Bibia Pavard « politique de la chambre à coucher », lève le voile sur les demandes concrètes des femmes et brouille les frontières du privé et du politique, de l'intime et du public dont le Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception (MLAC), fondé en 1973, est la cheville ouvrière. Le mouvement pour l'avortement libre rassemble ainsi des femmes d'horizons très divers, de générations différentes, des organisations politiques, des associations, des groupes féministes et le Planning familial qui sont portés par la croyance et la volonté de subvertir les valeurs traditionnelles. Cet élan collectif protéiforme qui divise aboutit à la mise à l'agenda de l'avortement en 1973.

Dans la troisième et dernière partie, Bibia Pavard, traite de la mise à l'agenda politique de l'avortement qui s'ouvre en 1973 et se clôt en 1979 avec le vote définitif de la loi de 1975. Le processus législatif qui aboutira à la loi de 1975 est soutenu par les actrices du mouvement de libération des femmes qui ont réussi à en faire un enjeu de lutte autonome, approprié par les femmes. Ce projet de loi sur le droit à l'avortement fait partie du programme de la mandature de Valéry Giscard d'Estaing. Bien que ce dernier ait créé un secrétariat à la condition féminine, c'est la ministre de la Santé Simone Veil qui sera en charge du dossier contribuant ainsi que le note Bibia Pavard à « sous-politiser » le débat dans la mesure où la ministre est un haut-fonctionnaire. Cette période se traduit par un processus de féminisation du débat sur l'avortement où les femmes sont consultées tant en raison de leur expertise scientifique que de leur expertise de genre. Ceci étant par ailleurs renforcé par la personnalisation du dossier incarné par Simone Veil. Le débat sur l'interruption volontaire de grossesse met au jour les modalités d'expression d'une « conscience de genre » qui ne conduit pas pour autant à voter pour la loi, la perspective féministe de libre disposition de soi reste un clivage tenace entre la droite et la gauche.

L'ouvrage de Bibia Pavard déploie pour faire cette histoire une approche en termes de « genre » qui est efficiente dans la compréhension de ces luttes et de la manière dont jouent les rapports sociaux dans un processus plus général de libération des femmes. Cette approche, comme le souligne l'historienne, permet « d'interroger "le sexe du militantisme" et d'éclairer le processus de prise en compte d'un problème public par l'état » et de « redonner une complexité

au phénomène de changement qui est parfois analysé comme un progrès linéaire » (p.15) pour décrypter le processus de féminisation de ces luttes. On suit sous la plume de l'auteure qui se saisit des linéaments relatifs à l'histoire de l'émancipation des femmes comment s'est façonnée en pratiques la conquête du statut de sujet politique, sujet social et sujet historique de cette catégorie sexuée. Cette histoire contribue, enfin, à interroger en filigrane de cet ouvrage les modes d'identification contrastés au féminisme dans la politisation des questions relatives à la sexualité.

L'auteure saisit au plus près les modulations de ces luttes tout en évitant, malgré leur suivi chronologique, une vision téléologique. C'est au contraire, à l'appui des multiples sources répertoriées dans l'ouvrage, une histoire complexe que Bibia Pavard propose. Ces sources institutionnelles (Assemblée nationale, Sénat, du MLAC, de Choisir, syndicales, du parti socialiste, Planning familial...) ou émanant d'archives personnelles constituent des matériaux de première main, sont complétées par un vaste travail de recension et d'analyse des ouvrages contemporains d'expertise et d'opinion, des mémoires et récits autobiographiques, de la presse écrite tout comme des sources audiovisuelles. La diversité de ces archives offre un panorama complet du traitement de ces questions selon des angles, des modes et temporalités différents. À ces sources déjà riches, Bibia Pavard a ajouté une trentaine d'entretiens avec des actrices et acteurs directs de ces luttes qui ancrent davantage la construction de ces questions relatives à la sexualité et au contrôle des naissances dans des niveaux d'échelles différents. Ce livre constitue véritablement un ouvrage de référence sur l'histoire des mouvements sociaux et des luttes féministes.